Données mises à jour le 30 avril 2020

Maroc

Mise en œuvre des mesures sociales et de santé publique en vigueur au Maroc : Analyse situationnelle

Contexte

Les Mesures sociales et de santé publique (MSSP) constituent une stratégie importante pour freiner la transmission de la COVID-19 et réduire le fardeau sur les systèmes de soins de santé. La mise en œuvre efficace des MSSP nécessite le soutien et l'adhésion du public, certes ils peuvent représenter une charge importante aux individus, en particulier lorsqu'ils restreignent les déplacements ou entraînent la fermeture de services. Cette analyse contextuelle, basée sur des données accessibles au public et une récente enquête téléphonique, vise à éclairer les efforts déployés au Maroc afin d'équilibrer les MSSP visant à atténuer les impacts de la COVID-19 et d'autres priorités, en prenant en compte notamment le degré d'acceptation de la population et les impacts sociaux.

L'essentiel à retenir[1]

Les Mesures sociales et de santé publique devraient répondre aux données relatives à la croissance de l'épidémie et être mises en œuvre de manière à impliquer les communautés. Les communautés devraient participer à la définition des stratégies d'adaptation des mesures au contexte local, à la protection des moyens de subsistance et à l'introduction de mesures d'aide appropriées pour contrebalancer l'impact économique desdites mesures. Le gouvernement devrait lutter contre les informations erronées par une communication appropriée sur les risques et s'engager auprès des communautés afin de garantir l'adhésion volontaire aux mesures de la réponse à la COVID-19.

- Avec 4 321 cas confirmés de COVID-19 au 30 avril, le Maroc a une charge de cas relativement élevée par rapport aux autres États membres de l'Union africaine. Toutefois, le nombre de nouveaux cas est en baisse constante depuis deux semaines, ce qui pourrait indiquer que les MSSP mises en œuvre ont un effet positif.
- La réponse du gouvernement et les MSSP, y compris les fermetures d'écoles, ayant été mises en œuvre le 13 mars, bénéficient d'un taux de soutien élevé. Le Maroc a élargi la mise en œuvre des MSSP environ deux semaines après la signalisation du premier cas, y compris l'annonce la plus récente d'un couvre-feu national pendant le mois de Ramadan.
- Plus des deux tiers des Marocains estiment que la COVID-19 sera un problème pour le Maroc ; cependant, malgré une charge de cas relativement élevé, seul un tiers d'entre eux se croient être personnellement à haut risque d'infection.
- Le gouvernement du Maroc a joué un rôle important dans la communication des risques liés à la flambée de la COVID-19, en plus de la mise en œuvre d'un certain nombre de mesures d'allègement à l'appui des MSSP. Il existe un fort soutien du plus haut niveau ministériel pour la lutte contre les affirmations fausses.
- Le Maroc a connu un nombre croissant d'incidents de sécurité liés à la COVID-19 suite à la mise en place des MSSP. La plupart des incidents enregistrés ont eu lieu en mars, y compris des arrestations massives de personnes violant le confinement. La majorité des manifestations ont été pacifiques.

À PROPOS DE PERC

Le PERC (Partnership for Evidence-Based Response to COVID-19 – Partenariat pour une riposte à la COVID-19 basée sur des faits probants) est un partenariat public-privé qui soutient la mise en œuvre de mesures basées sur des faits probant visant à réduire l'impact de la COVID-19 sur les États membres de l'Union africaine. Les organismes membres du PERC incluent les suivants : Centres africains de contrôle et de prévention des maladies ; Resolve to Save Lives, une initiative de Vital Strategies; l'Organisation mondiale de la santé ; Public Health Rapid Support Team (Équipe de soutien rapide en santé publique) du Royaume-Uni ; et le Forum économique mondial. Ipsos et Novetta Mission Analytics apportent audit partenariat leur expertise en matière d'études de marché et des années de soutien à l'analyse des données.

1 Cette analyse situationnelle se fonde sur des données issues de sources accessibles à la date de la publication et peut ne pas prendre en compte les développements récents ou des données provenant d'autres sources non référencées. Pour plus d'informations sur les sources des données, vous pouvez consulter la page suivante (en anglais) : https://preventepidemics.org/ coronavirus/perc/data

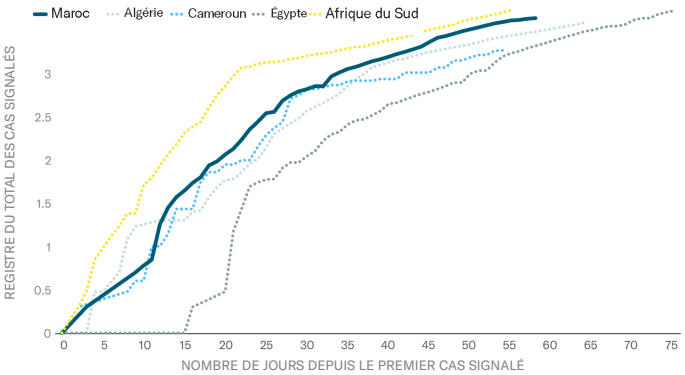
La dynamique de la maladie

ALORS QUE LE MAROC A L'UNE DES PLUS GRANDES CHARGES DE CAS DE COVID-19 EN AFRIQUE, LES CAS NOUVELLEMENT SIGNALÉS ONT RÉCEMMENT DIMINUÉ.

Total des cas	Nombre total de décès	Taux de létalité des cas (%)	Nombre total de jours pour doubler le nombre de cas	Date du premier cas signalé
4 321	**168**	**3,88**	**14**	**Le 3 mars**

Le taux de croissance du nombre de cas au Maroc a été similaire à celui des autres États membres de l'Union africaine ayant les charges de cas les plus élevés.

au 30 avril 2020



- Depuis le premier cas au début mars, l'épidémie de COVID-19 au Maroc a progressé à un rythme similaire à celui des quatre autres États membres de l'Union africaine les plus touchés : Afrique du Sud, Égypte, Algérie et Cameroun.
- Le nombre de nouveaux cas signalés au Maroc a diminué depuis le pic atteint à la mi-avril.
- Au 30 avril, le délai de doublement est de 14 jours. Le temps de doublement est le nombre de jours qu'il a fallu pour que les affaires doublent pour atteindre le niveau actuel. Ladite métrique pourrait être utilisée pour l'estimation taux de transmission récent ; des temps de doublement plus élevés indiquant une croissance plus lente. En général, des temps de doublement dépassant sept à dix jours et augmentant au fil du temps suggèrent un ralentissement de l'épidémie.
- Au 30 avril, le Maroc avait effectué 34 841 tests. Cela équivaut à 0,94 test pour 1 000 personnes, contre 3,5 en Afrique du Sud et 1,94 en Tunisie.[2]

Mise en œuvre des principaux MSSP

LES MSSP ONT ÉTÉ MISES EN ŒUVRE DE MANIÈRE PRÉVENTIVE AVANT LE PREMIER CAS SIGNALÉ ET ONT ÉTÉ ÉTENDUES IDANS LES DEUX SEMAINES SUIVANT LE PREMIER CAS SIGNALÉ, Y COMPRIS LA FERMETURE D'ÉCOLES ET L'ANNULATION DE RASSEMBLEMENTS DE MASSE

Moyenne mobile sur 3 jours de nouveaux cas et date de mise en œuvre des MSSP

Le 25 janvier : Mise en place de contrôles sanitaires dans les ports et aéroports internationaux

Le 1 mars : Événements sportifs et culturels reportés

Le 11 mars : Annulation de tous les événements religieux

Le 13 mars : Fermetures d'écoles

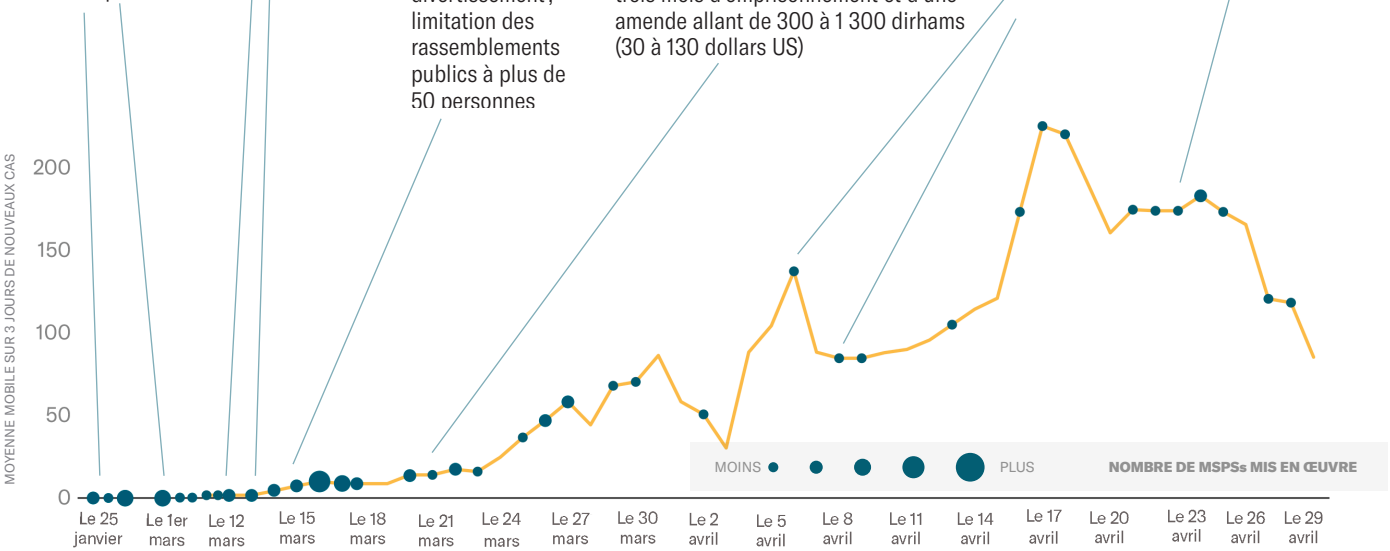
Le 15 mars : Suspension de tous les vols internationaux ; fermeture des restaurants, cinémas, théâtres, clubs sportifs, bains et autres lieux de divertissement ; limitation des rassemblements publics à plus de 50 personnes

Le 20 mars : Déclaration de l'état d'urgence sanitaire, entraînant une restriction totale de la circulation des personnes à travers le Maroc ; annulation de tous les trains réguliers et des vols intérieurs interdiction des déplacements interurbains par les trans- publics ; toute violation des instructions et décisions des pouvoirs publics est punie d'un à trois mois d'emprisonnement et d'une amende allant de 300 à 1 300 dirhams (30 à 130 dollars US)

Le 5 avril : 5 654 détenus libérés suite à la grâce royale

Le 7 avril : Le port de masques devient obligatoire

Le 23 avril : Couvre-feu national de 19 h à 17 h mis en œuvre pour le mois du Ramadan



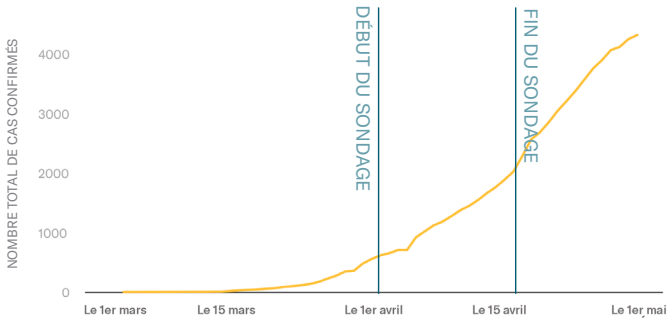
2 Veuillez noter que notre monde des données rassemble uniquement des données de test pour les États membres suivants de l'Union africaine : Éthiopie, Ghana, Kenya, Maroc, Nigeria, Rwanda, Sénégal, Afrique du Sud, Tunisie, Ouganda et Zimbabwe. Source : sources officielles rassemblées par Our World in Data https://ourworldindata.org/grapher/full-list-total-tests-for-covid-19

Les réactions de la population à la COVID-19 et aux MSSP connexes

RÉSULTATS D'UN SONDAGE RÉCENT

La société d'études de marché Ipsos a réalisé un sondage téléphonique auprès de 1 045 adultes dans deux zones urbaines et périurbaines du Maroc (450 à Rabat et 595 à Casablanca) entre le 1er et le 17 avril 2020. Au moment du sondage, le Maroc comptait 617 à 2 024 cas COVID-19 confirmés.

Échéance du sondage au Maroc

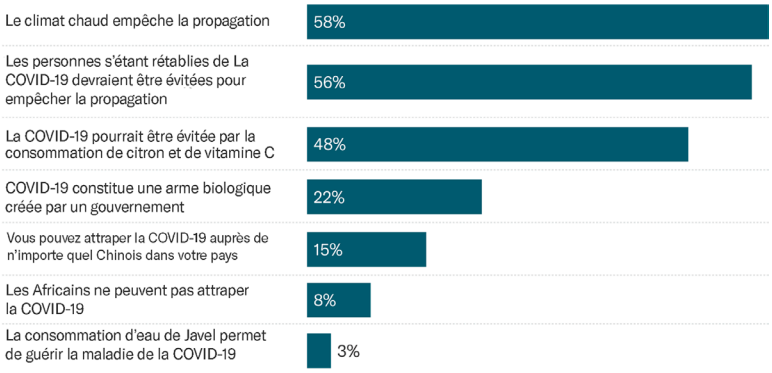


Informations sur la COVID-19

La connaissance de COVID-19 est universelle (100 %) Cependant, nombreux sont ceux qui continuent à avoir des perceptions erronées, dont certaines pourraient offrir un sentiment mal placé de protection (58 % estiment que « les climats chauds empêchent la propagation ») et de prévention (48 % estiment que « la COVID-19 pourrait être évitée par la consommation de citron et de vitamine C »). Une minorité significative de Marocains (39 %) ont déclaré qu'ils croyaient que COVID-19 constitue « une punition de Dieu » ; et 20 % pensaient qu'il s'agissait « d'une arme biologique/une conspiration ». Un sur trois (32 %) cherche à obtenir plus d'informations, notamment sur la transmission, la prévention et la guérison.

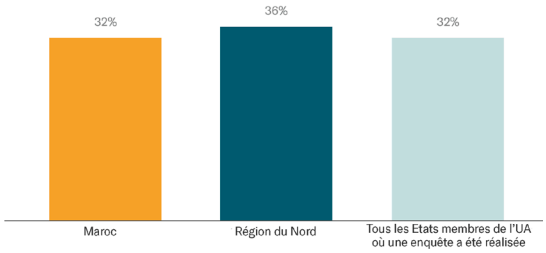
Fausses informations et rumeurs

Pourcentage de personnes qui pensent que chacune de ces affirmations fausses est tout à fait vraie ou probablement vraie.



Demande d'informations

Pourcentage de personnes affirmant qu'elles **n'ont** actuellement pas assez d'informations sur la COVID-19



Informations demandées

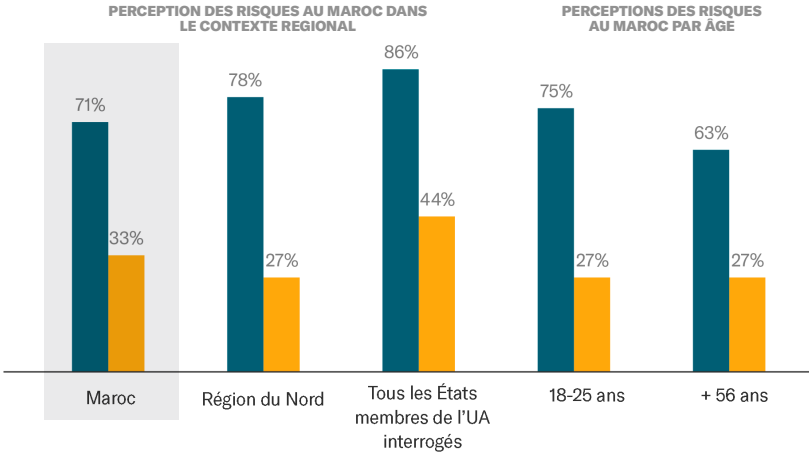
14% **souhaitent plus d'informations sur la façon de guérir la COVID-19 ou l'existence d'un remède**

13% **souhaitent plus d'informations sur la façon de se protéger et protéger leurs familles**

10% **souhaitent avoir plus d'informations sur la façon dont la COVID-19 se propage**

Perceptions des risques

Alors que 71 % des Marocains ont déclaré que le virus constituerait un problème pour le Maroc, un tiers seulement (33 %) a perçu un risque personnel élevé.



Pourcentage de personnes déclarant que la COVID-19 constituerait un problème pour le pays

Pourcentage de personnes déclarant un risque personnel élevé/très élevé d'attraper la COVID-19

Soutien au gouvernement et en faveur des MSSP

Presque tous les répondants (96 %) étaient satisfaits de la réponse du gouvernement à ce jour et la plupart font confiance aux informations fournies par le gouvernement sur la COVID-19 (83 %). Les médecins constituaient une source plus fiable d'informations sur la santé (87 %) par rapport à la présidence (60 %) et des chefs religieux (59 %). Quatre-vingt pour cent des répondants ont déclaré d'être sûres d'obtenir de l'aide immédiate dont elles auraient besoin au cas où elles tombaient malades.

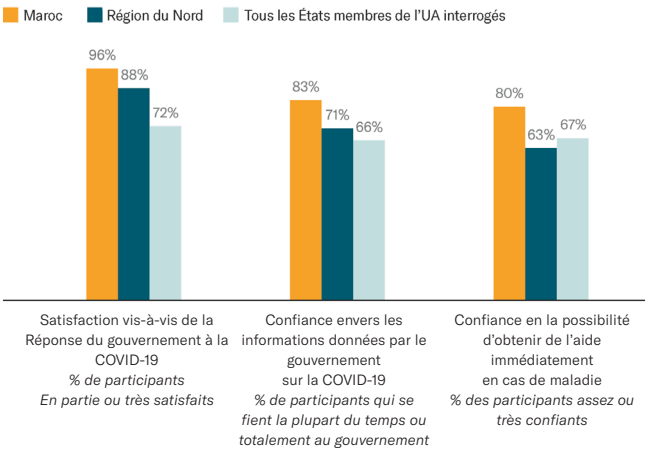
Les Marocains étaient favorables à un large éventail de MSSP afin d'aider à limiter la propagation du coronavirus, en particulier pour la fermeture des écoles (98 %) ou des églises et des mosquées (94 %). Les niveaux de soutien ont chuté pour les mesures qui restreignaient les mouvements et les moyens de subsistance, telle que le soutien à la fermeture des lieux de travail (80 %), des marchés (72 %) ou des transports (77 %).

Soutien en faveur des MSSP

Pourcentage des personnes interrogées qui soutiennent en partie ou totalement :

	Maroc	Région du Nord	Tous les États membres de l'UA interrogés
La fermeture d'écoles	98%	96%	95%
Fermeture des églises et des mosquées	94%	84%	77%
Fermeture des lieux de travail	80%	74%	70%
La fermeture des transports à l'intérieur et autour des villes	77%	77%	71%
Fermeture des marchés	72%	79%	70%

Perceptions du gouvernement et du système de santé



Confiance envers les sources d'informations

Pourcentage de personnes faisant entièrement ou principalement confiance à chaque source d'information sur la santé

Obstacles à l'adhésion

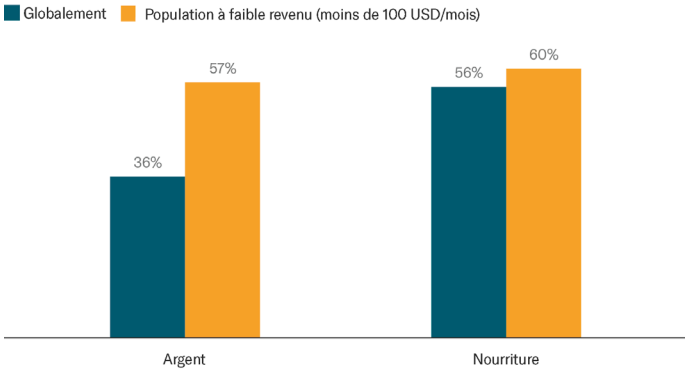
Il peut s'avérer difficile pour les ménages de se conformer à certaines mesures ; 56 % des intervenants ont déclaré qu'elles seraient à court de nourriture dans la semaine et 36 % ont déclaré qu'elles seraient à court d'argent (57 % des ménages à faible revenu seraient à court d'argent). Environ trois ménages sur cinq (64 %) ont déclaré disposer d'une pièce séparée pour l'isolement des membres malades de leur famille.

64%
des répondants ont une pièce séparée à la maison pour pour isoler une personne atteinte de la COVID-19

56%
des personnes interrogées dans des familles gagnant moins de 100 USD par mois ont une pièce séparée à domicile pour isoler une personne atteinte de la COVID-19

Ressources en nourriture et en argent

Pourcentage de personnes qui s'attendent à en manquer au bout d'une semaine ou moins



Les mesures d'aide économique

Le 15 mars, le roi Mohammed VI a annoncé la création d'un fonds dédié pour répondre à la crise (le Fonds spécial pour la gestion et la réponse à la COVID-19), équivalent à 2,7 % du PIB. Ledit fonds, financé conjointement par le gouvernement et des contributions philanthropiques privées, avait atteint 32 milliards de dirhams (3,2 milliards de dollars US) le 24 avril. Le fonds est conçu pour soutenir la réponse à l'épidémie ainsi que les mesures d'aide économique.

- **La santé :** Une partie dudit fonds est destinée à améliorer les installations médicales et à soutenir le ministère de la Santé avec les moyens financiers nécessaires pour répondre à la pandémie. Les autorités réglementent également les prix et contrôlent la chaîne d'approvisionnement des masques faciaux et des désinfectants pour les mains à base d'alcool.
- **Les aides sociales :** Le gouvernement offre des prestations de chômage de mars à juin aux travailleurs du secteur formel perdant leur emploi. Un nouveau transfert d'argent a été introduit pour soutenir les travailleurs du secteur informel dont les revenus ont été affectés par la COVID-19. Le programme utilise une plateforme de paiement numérique et devrait atteindre 3 millions de travailleurs (50 % des travailleurs informels). Les premiers paiements ont été versés début avril ; le programme a pu être rapidement mis en œuvre grâce à l'utilisation d'un registre existant.

Aperçu des incidents de sécurité liés à COVID-19

Une augmentation des troubles ou de l'insécurité — y compris des protestations pacifiques ainsi que des émeutes et des violences commises par et contre des civils — sont susceptibles d'influencer l'adhésion aux MSSP et servir de signe précurseur du fardeau que ces mesures imposent à la population. Un certain nombre d'incidents de sécurité liés à COVID-19 se sont produits au Maroc, principalement au cours du mois de mars suivant l'introduction des MSSP. Les incidents comprenaient des protestations contre les MSSP, des manifestations dénonçant le manque d'équipements de protection individuelle pour les travailleurs de la santé, et des demandes de mesures d'aide économique. La majorité d'entre elles s'agissaient de manifestations pacifiques. Des affrontements ont également été signalés entre la police et les manifestants, ainsi que la destruction de cafés et d'étals de vendeurs lors de l'application des mesures d'atténuation.

DES INFORMATIONS SUR LES SOURCES DE DONNÉES SONT DISPONIBLES ICI

HTTPS://PREVENTEPIDEMICS.ORG/CORONAVIRUS/PERC/DATA